

Charles Michel revoit sa copie

VISITES DOMICILIAIRES Le projet sur le métier

- ▶ Attaqué par l'opposition, le Premier s'explique à la Chambre.
- ▶ Il faudra ajuster, corriger s'il le faut le projet de loi, tout en maintenant le cap.
- ▶ Les étudiants libéraux se font entendre.

De retour de Moscou, Charles Michel a confirmé à la Chambre jeudi : le projet de loi sur les visites domiciliaires sera maintenu en substance, il n'est pas liberticide comme on le prétend un peu partout (de l'opposition parlementaire aux magistrats en passant par les milieux francs-maçons), il veut faire retomber la pression, consulter dans les prochains jours, voire négocier, afin de corriger-ajuster le texte confectionné au sein du gouvernement fé-

déral par Koen Geens (Justice), Jan Jambon (Intérieur) et Theo Francken (Asile et Migration).

Dans l'hémicycle jeudi, Emir Kir (PS), Benoît Hellings (Ecolo), Olivier Maingain (Défi), Raoul Hedebouw (PTB), entre autres, ont déploré, contesté, exhorté le Premier ministre à l'unisson : « Renoncez au projet de loi, c'est la raison ! » Le président de Défi a même offert les services de son parti et de l'opposition parlementaire globalement : repartons sur de bonnes bases, rouvrons le débat, recadrons tout cela ensemble... Une majorité alternative ? Non merci. Michel connaît la musique, il n'a pas relevé. Sa majorité est tendue mais elle a l'habitude, elle continue.

Le chef du gouvernement n'est pas moins dans une passe compliquée. Il est en quête d'un nouveau consensus (sur le projet de loi en question) au sein de sa majorité, et singulièrement au sein de sa propre formation, où les

voix discordantes jaillissent.

Sur le registre, il aura pris connaissance certainement du communiqué expédié jeudi avant la séance parlementaire par la Fédération des étudiants libéraux : « *Les théories libérales - classiques et contemporaines - nous invitent à considérer la gestion de la crise actuelle avec moins de restrictions que ne le fait notre gouvernement (...)* Une immigration libre doit pouvoir guider notre idéal libéral à l'avenir (...) Peut-on en vouloir à un Homme de quitter son pays, lorsqu'en proie à des sérieuses persécutions, il vient se réfugier en Belgique ? »

Commentaire d'un observateur à la Chambre : « *Michel a intérêt à trouver une solution rapidement, à atterrir, car plus on attend, plus il y aura de prises de position dans le monde libéral, et ça ne facilitera pas la tâche* »... ■

DAVID COPPI